

Questionnaire annuel de lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la corruption
en application de l'Arrêté Ministériel n° 2012-724 du 17 décembre 2012
- AGENTS IMMOBILIERS | 2021 (émis en 2022) -

Raison sociale de votre établissement

Enseigne commerciale :

votre code NIS/NAF :

Forme juridique de votre établissement :

SAM SARL individuelle SNC SCS

Nom du responsable LCB/FT-C¹ :

Informations générales sur l'établissement

Effectifs : personnes, dont salariés

Nombre d'employés ETP (*équivalent temps plein*) du service LCB/FT-C :

Chiffre d'Affaires du dernier exercice : < 400 kEUR ≥ 400 kEUR

Quels types d'activités effectuez-vous ?

transactions locations gestion syndic

Avez-vous des filiales ou des succursales à l'étranger ? oui non

Si oui, précisez :

Procédures & Formation

Date de la dernière mise à jour de vos manuels de procédures internes LCB/FT-C :

Si oui, quand l'avez-vous envoyée au SICCFIN ?

Nombre d'actions de formation / sensibilisation effectuées cette année :

diffusion d'un support (textes légaux, procédures, directives...)

¹ Lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la corruption

- réunions internes
- consultation du site du SICCFIN (<https://www.siccfm.mc/>)
- formation auprès d'un prestataire externe installé à Monaco prestataire hors de Monaco
- autre(s), précisez :

Nombre de personnes formées / sensibilisées cette année : toutes oui non

Connaissance de la clientèle / Obligations de vigilance
--

Lorsque la transaction se fait en nom propre, quels sont les documents demandés au client ?

- carte d'identité
- passeport
- carte de séjour
- justificatif de domicile (lorsque l'adresse ne figure pas sur la pièce d'identité)
- autre(s), précisez :

Une copie de ces documents est-elle systématiquement conservée ? oui non

Lorsque la transaction se fait par le biais d'une société ou d'une structure, quels sont les documents demandés ?

- extrait de registre du commerce
- statuts
- procès-verbal d'assemblée
- pièce d'identité de tous les bénéficiaires économiques effectifs (détenant au moins 25% de la structure)
- autre(s), précisez :

Une copie de ces documents est-elle systématiquement conservée ? oui non

Votre agence fournit-elle une domiciliation à des sociétés, notamment sociétés civiles ? oui non

Parmi les informations suivantes, lesquelles figurent dans le dossier du client ?

- | | | |
|---|--------------------------------------|--|
| <input type="checkbox"/> nom | <input type="checkbox"/> prénom | <input type="checkbox"/> date de naissance |
| <input type="checkbox"/> lieu de naissance | <input type="checkbox"/> nationalité | <input type="checkbox"/> pays de résidence |
| <input type="checkbox"/> niveau de risque | <input type="checkbox"/> activité | <input type="checkbox"/> patrimoine |
| <input type="checkbox"/> autre(s), précisez : | | |

Ces informations sont-elles récapitulées sous la forme de fiches synthétiques ? oui non

Ces informations sont-elles dans une base de données ? oui non

A l'aide de quels outils sont effectuées les recherches sur le client ?

- moteurs de recherche Internet d'accès public ; Google, ou autre(s)...
- site du Journal de Monaco (<https://journaldemonaco.gouv.mc>)
- site www.kyc360.com
- sites d'informations sur les entreprises (société.com, bilansgratuits.fr, infogreffe.fr, ...)
- site de la société du client (organigramme, liste des membres du conseil d'administration...)
- articles de presse
- autre(s), précisez :

Les résultats de ces recherches sont-ils systématiquement conservés ? oui non

Lorsque l'opération concerne une ancienne relation d'affaires,

Procédez-vous à la mise à jour des informations d'identification détenues ? oui non

Les dossiers sont-ils conservés pendant une durée minimale de 5 ans après l'opération ? oui non

Approche par les risques

Combien de niveaux de risque avez-vous défini ?

Quels critères prenez-vous en compte pour déterminer le niveau de risque du client ?

- pays de résidence activité pays d'activité
- fonction politique mode d'acquisition² éloignement géographique
- autre(s), précisez :

Avez-vous établi une liste de pays sensibles ? oui non

Avez-vous établi une liste d'activités sensibles ? oui non

autre(s), précisez :

² direct ou par le biais d'une structure

Statistiques / Données concernant l'année écoulée

Combien de transactions³ avez-vous réalisées pour l'année écoulée ?

Combien avez-vous de clients pour lesquels vous intervenez comme mandataire agréé au sens de la loi n° 1.362 modifiée par la loi n°1.503 du 23 décembre 2020 ?

Combien de clients sont classés en risque accru ?

Combien avez-vous recensé de personnes politiquement exposées⁴ ?

Combien de clients sont domiciliés, enregistrés ou établis dans le pays visé par :

- l'Arrêté Ministériel [2018-926](#) (Corée du Nord) ?
- l'Arrêté Ministériel [2018-927](#) (Iran) ?

Combien de rapports d'examen particulier⁵ avez-vous constitués ?

Combien de déclarations de soupçons avez-vous établies ?

Fait à _____, le _____

Signature du Directeur

Signature du responsable LCB/FT-C

MERCI DE BIEN VOULOIR SAUVEGARDER CE « PDF ACTIF » PREALABLEMENT REMPLI, AVANT DE LE RETOURNER PAR COURRIEL : questionnaire-annuel-siccfin@gouv.mc

³ toute opération relative à :

- l'achat, la vente ou l'échange d'immeubles bâtis ou non bâtis ;
- l'achat ou la vente de fonds de fonds de commerce ;
- l'achat ou la vente de parts sociales non négociables lorsque l'actif social comprend un immeuble ou un fonds de commerce.

⁴ cf. article 24 de l'Ordonnance Souveraine n° 2.318 modifiée par Ordonnance Souveraine n°7.065 du 26/07/2018

⁵ cf. article 14 de la loi n° 1.362 modifiée par la loi n°1.503 du 23/12/2020